

LE BULLETIN

32 av. de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

DÉCEMBRE 2025

N° 814

© Benoit PAVAN / Hans Lucas



DOSSIER:

**54^{ÈME} CONGRÈS
DE LA CGT**

LUTTES

**TEISSEIRE DÉMANTELÉE :
CARLSBERG EFFACE
TROIS SIÈCLES
D'INDUSTRIE FRANÇAISE**

p. 6

VIE SYNDICALE

**PRÉSENTATION
DES FEUILLES DE ROUTES
POUR LA PRÉPARATION
DU CONGRÈS**

p. 8

INTERNATIONAL

**REGARD MILITANT
QUÉBÉCOIS (2^{ÈME} partie) :
NOS SOLIDARITÉS
DANS LA TOURMENTE
DE L'EXTRÊME-DROITE**

p. 10

SOMMAIRE

2 ÉDITO

4 DOSSIER

« 54^{ÈME} CONGRÈS CONFÉDÉRAL :
ON Y VA ! »

4 *Rétroplanning*

4 *Concours de dessin*

5-7 LUTTES

5 *Congrès des Maires*

5 *6 Nov. Manif Retraités*

6 *Teisseire démantelée*

6 *territoriale : attaque sur la
prime 13^{ème} mois*

7 *Radiall, victoire historique*

7 *Démocratie syndicale
et rapport de force*

8-9 VIE SYNDICALE

8-9 *Les Feuilles de Route*

• *Élections pro*

• *Syndicalisation*

• *Collectif Droit des Femmes*

• *Collectif contre le racisme
et antisémitisme*

8 *Eustache & Oslaid*

10-11 INTERNATIONAL

10 *Regard militant québécois :
nos solidarités dans la tour-
mente de l'extrême-droite*
Échange avec Denise Gagnon
- deuxième partie

11 *Solidarité Cuba :
la Confédération CGT
appelle à une aide
d'urgence*



édito

Marie-Laure Cordini

Secrétaire Vie Syndicale UD CGT 38

Secrétaire adjointe USTM 38

2025 et 2026 des années qui donnent envie de renforcer la CGT

Nous finissons cette année 2025 en ayant fêté les 80 ans de notre Sécurité Sociale. Celle-ci malmenée par les gouvernements successifs depuis sa création continue d'être démantelée. En effet, la suspension de la contre-réforme des retraites aura été de courte durée, car le Sénat a déjà annoncé qu'il ne sera pas d'accord. La suspension du gel des pensions et des prestations sociales seront aussi retoquées par le Sénat. En revanche, il ne reviendra pas sur l'augmentation des franchises et participations médicales qui pourraient s'élever à 350 euros par an et par personne.

En ce qui concerne le projet de loi de Financement 2026, la Cour des comptes a acté récemment un manque à gagner de 70 milliards de baisses d'impôts. Et pourtant les dépenses militaires augmenteront de 7 milliards, mais des économies il y en aura, avec par exemple 883 postes liés au ministère du Travail supprimés.

Le service public, premier touché par ce budget, est un pilier pour notre démocratie, dans un monde qui n'a que le mot guerre à la bouche, dans une France où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, les services publics sont un des remparts pour combattre le fascisme. Il n'est plus supportable de continuer à vivre toutes ses injustices sociales, de continuer à voir ses ultra-riches

s'engraisser sur le dos des citoyen·ne·s, par l'exploitation humaine, l'exploitation de la terre et par la guerre. Tous les moyens sont bons pour s'enrichir encore et encore même si après c'est le chaos.

**« ... LES SERVICES PUBLICS
SONT UN DES REMPARTS
POUR COMBATTRE
LE FASCISME »**



Je rejoins la cgt !



Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670

Un autre rempart contre ces abominations existe, elle s'appelle la CGT, d'ailleurs cette année nous avons aussi fêté ses 130 ans. 130 ans de luttes, de résistance, de victoires, sans la CGT, pas de congés payés, pas de Sécu...

**« ...SANS LA CGT,
PAS DE CONGÉS PAYÉS,
PAS DE SÉCU... »**

Malgré toutes les attaques du patronat, la CGT est toujours là et pour longtemps. Nous avons le pouvoir de faire un autre monde, plus solidaire, plus fraternel et sororel, plus féministe, plus écologiste, plus humain. Ce pouvoir, c'est le nombre mais aussi le pouvoir de bloquer l'économie, parce que ce sont les travailleurs et travailleuses qui font la richesse de notre pays, parce qu'ils et elles sont les expert-e-s dans notre travail. Sans nous ils ne sont RIEN.

A l'instar des salarié-e-s de Teisseire qui se battent pour garder leur entreprise en Isère, nous devons, nous, les militant-e-s, sans relâche, travailler à ce que les salarié-e-s se mettent en lutte pour l'emploi, pour l'industrie, pour les services publics, pour vivre dignement.

Le 2 décembre une journée nationale de grève et de manifestation est programmée. Faisons en sorte qu'on soit fort dans la lutte.

Pour gagner, il faut aussi syndiquer, faire adhérer les salarié-e-s à nos idéaux. La syndicalisation est une étape vitale pour gagner, alors chaque militant-e doit aller voir un-e salarié-e-s pour lui demander de prendre la carte. Plus on sera nombreux-ses, plus ils seront faibles.

Tout comme 2025, l'année 2026 sera aussi une date anniversaire, celle des 90 ans du Front Populaire et des congés payés, nous vous donnons donc rendez-vous le 22 janvier pour les vœux de l'UD.

02 DÉCEMBRE :

journée préparatoire au 54^{ème} Congrès

04 DÉCEMBRE :

AG USTM

11 DÉCEMBRE :

rassemblement pour l'Autoroute ferroviaire Alpine

02 DÉCEMBRE :

journée nationale de grève et de manifestation

10 DÉCEMBRE :

conférence internationale extraction minière à Montluçon

11 DÉCEMBRE :

manif Crolles (Teisseire)

22 JANVIER :

Voeux UD



LES
DATES



54^{ÈME} CONGRÈS CONFÉDÉRAL : ON Y VA !

Le 54^{ème} Congrès confédéral se prépare : après la journée des SG en juin à Montreuil, cette fois-ci notre Union départementale convie les secrétaires généraux des syndicats de l'Isère le 2 décembre pour construire le document d'orientation du Congrès.

Sa rédaction est en cours et nous remonterons les priorités des syndicats à l'équipe de rédaction pour que vos priorités soient intégrées.

Le 2 décembre nous travaillerons sur les trois axes du document :

- Notre organisation et la vie syndicale
- La transformation du travail
- La stratégie des luttes.

**«... ANCRER CES DÉBATS
DANS LES SYNDICATS POUR
ENRICHIR VOS ÉCHANGES FUTURE
SUR LES ORIENTATIONS
CONFÉDÉRALES»**

Au-delà de l'apport précieux pour la rédaction du document d'orientation, cette étape de préparation du Congrès vise à ancrer ces débats dans les syndicats pour enrichir vos échanges futurs sur les

orientations confédérales.

L'implication de toutes et tous est essentielle pour faire du Congrès le congrès des syndicats et construire notre organisation pour gagner nos revendications.

Aimeric Mougeot
Réfèrent 54^{ème} Isère Congrès confédéral



Rétroplanning Préparation Congrès Confédéral 2025-2026

02 Décembre

Réunion des
secrétaires généraux/générales

Février 2026

Information sur
les enjeux du Congrès

Avril 2026

Finalisation des mandatements
des délégué.e.s.

Journée d'étude
sur les enjeux du Congrès
pour les délégué.e.s et la CE

01-05 Juin 2026

Congrès Confédéral

La CGT Isère, en partenariat avec l'ULVF, organise à l'occasion du 90^{ème} anniversaire des congés payés un concours de dessin **« 1936-2026, les congés payés un acquis populaire ! »**.

Ce concours se déroulera du jeudi 30 octobre 2025 au jeudi 15 janvier 2026. Toutes les informations sur le règlement du concours sur notre site internet.





CGT : DES MOYENS POUR LES COMMUNES ET LES SERVICES PUBLICS !

À l'occasion du 67^e Congrès des Maires de l'Isère à Aoste, des militant·e·s CGT à l'initiative de l'Union Locale de la Tour-du-Pin, et avec l'appui des UL de Bourgoin-Jallieu et d'Annecy, ont interpellé les élu·e·s en ramenant les enjeux politiques à la réalité concrète des habitant·e·s des communes rurales et périurbaines. Lesquels sont confrontés au quotidien à « la fermeture, l'éloignement ou les suppressions du service des bureaux de poste, gare, trésorerie, hôpitaux de proximité ».

Le tract proposé énumérait, exemples locaux à l'appui, la mise à mal des services publics de base, avec la désertification médicale notamment, le manque de transports de proximité, les fermetures ponctuelles des Urgences, ou celles définitives de bureaux de poste, etc...

Autant de choix politiques effectués au détriment de l'égalité républicaine et à mettre en regard de la hausse des coûts pour les collectivités locales étranglées par les baisses de dotation et la logique d'austérité.

Le projet de Loi de finance 2026 et les 40 milliards d'économies dans les dépenses publiques « prévoit, selon la CGT, que l'État et ses opérateurs se retrouvent privés de 21,5 milliards, soit plus de la moitié des réductions de dépenses prévues ». Les collectivités territoriales notamment perdraient 5 milliards d'euros et la Sécurité Sociale 14,8 milliards...

La CGT revendique un réel investissement dans le service public de proximité et un financement juste des collectivités en compensant par



« LE TRACT PROPOSÉ ÉNUMÉRAIT, EXEMPLES LOCAUX À L'APPUI, LA MISE À MAL DES SERVICES PUBLICS DE BASE... »

exemple intégralement les transferts de compétences et en renforçant la péréquation.

Pour la CGT, le « maillage territorial de services publics et d'infrastructures » doit s'inscrire dans un projet visant à « mettre le budget au service d'un plan stratégique de réindustrialisation du pays ».

Didier Gosselin - CGT Educ'action



LE 6 NOVEMBRE, LES RETRAITÉ·E·S ONT MANIFESTÉ CONTRE LES MESURES ANNONCÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Au moment des débats au Parlement sur le PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale), à l'appel du national et un peu partout en France, les retraité·e·s ont manifesté une nouvelle fois.

À Grenoble, ils étaient 250. À La-Tour-du-Pin, une soixantaine était là pour porter une motion au sous-préfet. Ceux du Nord-Isère se sont retrouvés à St-Étienne-de-St-Geoirs devant la permanence du député Neuder, ex-ministre de la santé (absent, il leur a donné rendez-vous fin novembre).

Ils refusent d'être la cible privilégiée des mesures gouvernementales : désindexation des pensions, doublement des franchises médicales, sans oublier d'autres mesures, parmi lesquelles la baisse des moyens attribués aux hôpitaux (qui va dégrader davantage leur situation). Même au nom de la dette, ils n'en veulent pas.

Le Premier ministre Lecornu semble avoir entendu et, devant les député·e·s, reculer un peu (18 millions de retraité·e·s qui votent massivement, cela compte !). Mais avec la majorité de droite au Sénat, rien n'est gagné. Les retraités seront à nouveau dans la rue le 2 décembre aux



6 novembre 2025, place Félix Poulat à Grenoble, rassemblement des retraité·e·s à l'appel du Groupe des 9

côtés des actifs : au moment où le coût du capital explose, ce n'est pas aux retraité·e·s, pas plus qu'aux jeunes ou aux précaires, de payer.

Odile Maurel - Retraitée



TEISSEIRE DÉMANTELÉE : CARLSBERG EFFACE TROIS SIÈCLES D'INDUSTRIE FRANÇAISE



L'annonce du PSE, faite le 16 octobre, a provoqué un véritable séisme. Carlsberg, géant danois propriétaire de Teisseire, prévoit la fermeture de l'usine, la suppression de toute la force commerciale et l'élimination de 205 postes. Une décision qui condamne 305 ans d'histoire indus-

trielle française, un savoir-faire unique et un lien profond avec le territoire.

Dès l'annonce, la CGT, les élus du personnel et le cabinet d'expertise mandaté se sont organisés pour analyser le plan et démonter les arguments présentés par la direction. Tous pointent une stratégie dictée depuis l'étranger, sans vision industrielle et sans prise en compte de l'impact humain. Pour les salariés, ce PSE est un démantèlement pur et simple de Teisseire.

Les échanges avec la direction ont renforcé ce sentiment : manque de transparence, documents incomplets, réponses évasives, calendrier imposé. Les élus sentent que tout est verrouillé, que la décision de fermer était actée avant même l'ouverture des discussions, soulignant l'absence d'alternatives réellement étudiées.

Face à cela, la mobilisation s'organise : grève devant le site de Crolles, rassemblements, actions symboliques, communication médiatique, interpellation des élus locaux. Les salariés rappellent que derrière les chiffres se cachent des vies, des familles et un patrimoine industriel.

La lutte se poursuit pour défendre les emplois Teisseire et empêcher Carlsberg d'effacer son héritage sans résistance.

Une cagnotte est ouverte pour soutenir le mouvement, se rapprocher du syndicat.



Fathi Ghiloufi

Délégué Syndical CGT Teisseire

TERRITORIALE : ATTAQUE SUR LA PRIME 13^{ÈME} MOIS

Le principe de parité : la fonction publique d'État sert de référence en matière de gestion des ressources humaines pour toutes les autres fonctions publiques. Or la fonction publique d'État ne dispose pas d'un 13^{ème} mois. Les lois de décentralisation de 1984 autorise le maintien de cet avantage pour toutes les collectivités qui peuvent justifier d'une délibération antérieure aux lois de décentralisation. Le 13^{ème} mois est un outil concret d'augmentation des salaires, qui présente des avantages certains : revalorisation automatique.

Deux cas s'appliquent. Soit les collectivités ont pris une délibération avant 1984 et peuvent continuer à verser un 13^{ème} mois, soit elles doivent cesser de la verser. La préfecture a écrit aux collectivités et leur donne jusqu'au 31/12/25 pour régulariser leur situation.

À ce jour 72 communes sont concernées.

Préconisation de la CGT :

- Avoir en propre une IFSE complémentaire (et non réinjecter les montants dans les IFSE classiques réparties en groupes de fonction)
- Que cet IFSE complémentaire soit indexée sur le traitement indiciaire (+SFT et/ou NBI si c'était dans l'assiette du 13^{ème} mois) sous la forme « 1/12^{ème} » avec l'argument de la mémoire collective du 13^{ème}

La CSD reste disponible pour toutes questions :

accueil-csd@csd-cgtisere.org

Betty Demange



RADIALL, VICTOIRE HISTORIQUE POUR LA CGT !

Début octobre 2025, se sont tenues les élections du CSE chez Radiall.

Fondée en 1952 par Yvon Gattaz (ancien président du CNPF) et aujourd'hui dirigée par Pierre Gattaz (ancien président du MEDEF), l'entreprise compte près de 3 000 salarié·e·s répartis en Asie, en Amérique et en Europe.

En France, Radiall emploie environ 1300 salarié·e·s sur quatre sites : CHR (Château-Renault - 37), IDA (Saint-Quentin-Fallavier - 38), CTA (Voreppe - 38) et le siège social d'Aubervilliers (93).

Historiquement implantée sur le site de CTA, la CGT Radiall a, pour la première fois, présenté des listes sur les sites CHR et IDA, élargissant ainsi sa

présence syndicale au sein du groupe.

Grâce à cette dynamique, notre représentativité est passée de 18,66 % en 2022 à 46,95 % en 2025, un résultat historique qui fait désormais de la CGT la première organisation syndicale de Radiall.

Nous restons majoritaires sur CTA et enregistrons une forte progression sur IDA et CHR : à IDA, grâce à nos actions communes avec l'USTM38 ; à CHR, grâce au ralliement des anciens élus de SUD.

À la CGT Radiall, nous avons à cœur de défendre les intérêts des salarié·e·s, de gérer avec rigueur et transparence les activités sociales, et de



promouvoir un fonctionnement démocratique fondé sur l'écoute, la solidarité et la participation de toutes et tous. Nous refusons toute vision imposée d'en haut ou dogmatique : c'est la voix du terrain qui guide nos luttes et nos décisions.

C'est sans doute cette proximité avec les salarié·e·s, qui a rendu possible notre succès collectif.

Yoann B. - CGT Radiall

BECTON : DÉMOCRATIE SYNDICALE ET RAPPORT DE FORCE

Jeudi 25 novembre 2025, 18h30, dans la grande salle habituelle des réunions entre Organisations Syndicales et direction, se tenait la dernière séance des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) 2025 à BD.

La CGT, représentée par ses 3 délégués syndicaux, 2 élu·e·s CSE et une salariée clôt ces débats dans une ambiance tendue.

Débutée fin août, la première réunion a surtout permis à la direction d'exposer certains documents sur la rémunération, le temps de travail, le rapport de situation comparée femmes/hommes, et a tenu un discours sur le contexte général dans lequel BD évolue (concurrence, revenus par segment, performances...),

Lors de la deuxième réunion, nous avons énoncé l'ensemble des revendications de la CGT BD construit en AG avec nos syndiqué·e·s, et ensuite portées et validées par l'ensemble des salarié·e·s des 3 collèges lors d'assemblées générales, de discussions et de tractages de consultation.

La direction a pris note de l'ensemble des revendications portées par les Organisations Syndicales de BD (CGT, CFDT, CFTC), et a répondu par des propositions très loin des attentes des salarié·e·s. La direction a notamment

remis en cause sans cesse les revendications acquises lors des précédentes réunions.

Très insatisfaits de ces propositions, nous avons réuni l'ensemble des élu·e·s en session interne extraordinaire afin d'établir une stratégie commune et un rapport de force pour la 3^{ème} et avant dernière réunion programmée. Un texte revendicatif a alors été porté par notre délégation, en introduction de la 3^{ème} réunion, rappelant à la direction la définition d'une négociation et l'importance des revendications de la CGT, construites avec et pour les salarié·e·s.

L'accent a également été mis sur les valeurs de la CGT, et sur le rapport de force collectif que cette dernière peut introduire...

A la suite des retours et demandes des salarié·e·s, nous avons lancé un appel à la grève pour l'ensemble des équipes, afin de faire entendre la forte attente des salarié·e·s en vue de la dernière réunion planifiée.

A l'appel de la CGT, les équipes en poste se sont donc relayées en piquet de grève, devant l'entrée des locaux de BD Pont de Claix. Principalement des salarié·e·s de l'usine avec quelques soutiens du personnel journalier, encore trop peu habitué à ins-

taurer un rapport de force par la grève.

Nous avons clamé haut et fort nos revendications, avec notamment une augmentation générale minimale de 3 %, la mise en place d'une subrogation, un plancher de 100 euros hors primes, permettant aux plus bas salaires une garantie minimale d'augmentation, la revalorisation des primes de contraintes, ...

Alors que les salarié·e·s maintenaient le piquet de grève, nous avons alors entamé la dernière réunion dans un climat tendu.

Après plusieurs suspensions de séance et 5 h de réunion plus tard, un compromis semble se dégager. Bien qu'encore trop éloigné des revendications premières des salarié·e·s, d'importantes avancées ont été franchies, comme la mise en place de la subrogation, portée depuis des années qui a été dure à garder jusqu'au bout.

C'est avec un sentiment amer sur la question politique du partage des richesses mais toujours combatif, que nous avons décidé de clore ces débats et de soumettre à la consultation des salarié·e·s la proposition finale de la direction.

Jessica/Cédric - CGT Becton



Présentation des feuilles de routes pour le lancement des collectifs de l'UD issues des résolutions du 58^{ème} Congrès des syndicats CGT de l'Isère. Pour mener à bien les plans de travail, de concert avec les syndicats et structures, les collectifs ont besoin de moyens humains pour fonctionner. Nous encourageons vivement les syndicats à débattre avec les syndiqué.e.s de leur possible implication dans ces collectifs et à s'inscrire à accueil@cgt-isere.fr

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES : UNE BATAILLE STRATÉGIQUE POUR LA CGT ISÈRE

La Confédération fait des élections professionnelles un axe prioritaire de travail. Les résultats du dernier cycle électoral confirment une érosion du vote CGT, tous collèges confondus.

L'analyse du cycle 4 met en évidence notre faible présence dans les collèges cadres et agents de maîtrise, y compris dans des entreprises où nous sommes pourtant implantés.

Plus préoccupant encore, la CGT est absente dans 312 entreprises du département, dont 12 comptent plus de 500 salarié-es.

En Isère, la CGT est restée première orga à 0,09 % devant la CFDT.

Les premiers résultats du cycle 5 confirment une tendance préoccupante : la CGT Isère à 24,64 % contre 30,14 % pour la CFDT.

La mission du collectif «élections pro» est d'élaborer un plan de déploiement ambitieux pour renforcer notre représentativité.

La feuille de route repose sur 3 axes :

1. Convaincre les militant-es de l'enjeu stratégique des élections.
2. Renforcer les syndicats existants.

3. Se déployer dans les entreprises où nous sommes absents.

Une tournée des Unions Locales est prévue d'ici février 2026 pour définir ensemble les cibles prioritaires et construire un plan d'action par territoire d'UL en lien avec les professions.

Les élections ne sont pas une formalité : elles sont une lutte essentielle pour reconquérir notre place de première organisation syndicale et relancer un syndicalisme de masse.

SYNDICALISATION

Suite à la résolution «syndicalisation» adoptée lors du 59^{ème} Congrès de l'UD CGT Isère, un collectif dédié a été mis en place pour impulser une campagne de syndicalisation à l'échelle départementale.

Après plusieurs réunions, une feuille de route a été élaborée afin d'établir un état des lieux précis et de mener un plan d'action adapté.

En 2023, l'Isère comptait 10 966 syndiqués, environ 200 syndicats, 14 UL et 5 professions organisées. Ces forces doivent permettre de développer des campagnes offensives afin d'augmenter le taux de syndicalisation dans toutes les catégories socio-professionnelles.

Le collectif a ainsi construit une trame de plan de travail «syndicalisation» qu'il

proposera aux UL et professions, chacune pouvant l'adapter à ses réalités. **L'objectif est de faire du 7 avril une journée départementale de déploiement syndical.**

Composé pour l'instant de 9 membres, le collectif reste ouvert à toutes et tous, et chaque syndicat est invité à encourager ses adhérents à y participer.

EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



Lunage 25



Présentation des feuilles de routes (suite)

LE COLLECTIF DROIT DES FEMMES À L'ACTION !

Lors du dernier Congrès, les syndicats CGT de l'Isère ont adopté à l'unanimité une feuille de route féministe présentée dans la résolution 2 avec, pour appui, le collectif droit des femmes.

En septembre dernier, lors de sa Commission exécutive de rentrée, la feuille de route du collectif a été présentée et validée.

Elle fixe les orientations, objectifs et moyens nécessaires pour faire de l'égalité femmes-hommes un axe prioritaire du travail syndical, dans les boîtes, administrations, et au sein de notre organisation.

À court et moyen terme, la CGT Isère souhaite renforcer son engagement contre les violences sexistes et sexuelles (VSS), favoriser l'accès des femmes aux responsabilités syndicales et développer la syndicalisation dans les secteurs fortement féminisés.

L'égalité femmes-hommes doit devenir une priorité inscrite dans toutes les actions de l'Union départementale (UD).

Léa MARTINEZ COMELLI

Animatrice du collectif droits des femmes



CONTRE LA HAINE, UN COLLECTIF CONTRE LE RACISME ET ANTISÉMITISME

Dans un contexte de montée des politiques d'extrême droite, et de l'extrême droite au pouvoir, tant au niveau européen qu'international, l'Union départementale CGT de l'Isère se dote d'un collectif contre le racisme et antisémitisme.

Face à ces constats, le collectif aura pour mission d'outiller les syndicats, et les syndiqués.

L'objectif visé est de faire de la question de la lutte contre le racisme et antisémitisme une priorité syndicale au sein de notre UD.

Pour cela, il est proposé de construire un argumentaire solide ainsi que des fiches pratiques pour outiller les camarades, quant aux questions de discrimination raciale et de xénophobie en lien avec nos valeurs et dans le respect de nos statuts.

Notre but est d'être un soutien pour nos structures et nos syndicats quand la situation l'exige.

- À court terme, nous souhaitons mettre en place une journée d'étude appliquée à la démarche syndicale afin de former le maximum de militants CGT et mettre à disposition des fiches pratiques qui déconstruisent les idées nauséabondes. Des tables rondes et des soirées thématiques pourront être envisagées, en lien avec l'IHS.
- A long terme, nous envisageons un module de formation à destination des directions des syndicats et des structures puis son élargissement à l'ensemble de la CGT.

Nedjma Bendiab

Animatrice du collectif lutte contre le racisme et antisémitisme





REGARD MILITANT QUÉBÉCOIS : NOS SOLIDARITÉS DANS LA TOURMENTE DE L'EXTRÊME-DROITE

Échange avec Denise Gagnon

Deuxième partie

- **Jean-Jacques GUIGON** : Le Canada n'est-il pas pourtant, Denise, l'un des mieux placés parmi les pays démocratiques ?
- **Denise GAGNON** : Il « était », Jean-Jacques, l'un des mieux placés. L'indice de démocratie canadien a chuté en 2021 de la 5^e place à la 12^e, puis à la 13^e en 2023 et à la 14^e en 2024. De jamais vu depuis les débuts de l'indicateur.



centre international
de solidarité ouvrière

- **JJG** : Comment expliquer cette situation ?
- **DG** : Dans l'analyse partagée au CISO, nous avons identifié 3 facteurs. La première explication est terrible, c'est la diminution

de l'adhésion populaire à la démocratie. Et moins la population croit en la démocratie comme étant le meilleur système politique, plus grandes sont les probabilités qu'elle soutienne un leader à saveur autoritaire. Les difficultés socio-économiques vécues par une part grandissante des ménages (inflation, risques de perte d'emplois, crise du logement, etc.) sont, ici au cœur de l'enjeu.

- **JJG** : La deuxième...
- **DG** : C'est comme en France je crois, la remise en question de l'égalité et des droits. En particulier contre les personnes immigrantes, les minorités culturelles, les femmes, les personnes de la diversité sexuelle et de genre, les membres des communautés autochtones ainsi que les travailleuses et travailleurs et leurs syndicats.

- **JJG** : C'est bien comme en France je te le confirme.
- **DG** : Et troisième explication, nous observons que le soutien à la croissance passe par des secteurs traditionnellement masculins (par exemple les complexes militaro-industriels, l'industrie de la construction des infrastructures, l'exploration des ressources naturelles et minières). Pendant ce temps les secteurs économiques dont les emplois sont majoritairement occupés par des femmes et/ou des personnes immigrantes demeurent toujours et plus que jamais dans l'ombre et mal soutenus. Les ressources investies dans ces secteurs névralgiques ne sont pas présentées comme des investissements mais comme... des dépenses et des fardeaux budgétaires! Or pour nous, l'Éducation, la Santé, l'Action communautaire et la solidarité internationale sont essentielles pour la justice sociale... De plus, la valeur générée par le travail dans ces secteurs doit être reconnue.
- **JJG** : Il est, Denise, malheureusement déjà temps de conclure...
- **DG** : En guise de conclusion, j'aimerais souligner que les mouvements sociaux ouvriers et communautaires sont déjà positionnés pour être au cœur de la solution. Ils jouent un rôle central dans les luttes contre la préca-



rité socioéconomique. Ils sont un pilier essentiel de la démocratie représentative, ils offrent des espaces pour se rassembler, réfléchir, s'informer, échanger et agir sur les enjeux de société. À cet égard, le repli sur soi et sur ses seules préoccupations est le pire des choix possibles. La solidarité internationale est plus que jamais une impérieuse nécessité.

- **JJG** : Un tout dernier mot ?
- **DG** : Oui, je rajouterai la paix. En effet il faut s'attendre à une augmentation importante des dépenses militaires de plusieurs pays, notamment du Canada. Cela risque d'affecter de plein fouet les budgets des services publics et de la solidarité internationale. En Norvège par exemple, une part conséquente du budget de l'aide internationale a été réaffectée à la défense du Groenland. Remettre sur la table les analyses pacifiques est plus que jamais essentiel. Maintenir et renforcer les solidarités est crucial, car sinon, c'est l'économie de guerre qui se profile à l'horizon. « Paix et Solidarité ! »

- **JJG** : Denise, je te remercie beaucoup pour cet échange. En quelques lignes, il a beaucoup rapproché en connaissances le Québec de l'Isère, la FTQ et le CISO de la CGT. Et sur tous les thèmes abordés, une évidence: « On est ensemble ! ». Merci !

Jean-Jacques GUIGON

Ancien conseiller confédéral
à l'Espace « International » de la CGT



SOLIDARITÉ CUBA : LA CONFÉDÉRATION CGT APPELLE À UNE AIDE D'URGENCE

Suite au passage de l'Ouragan Mélissa, qui a provoqué d'énormes dégâts et de graves inondations dans les provinces de l'Est de Cuba, 45 000 logements ont été détruits et 120 000 cubain-e-s sont désormais sans abris ni moyens de subsistance.

L'action des pouvoirs publics cubains a permis d'éviter tout décès. La solidarité interne au pays s'est mise en route vis-à-vis des victimes. Mais dans un contexte économique très difficile provoqué par le blocus et les mesures coercitives de Trump, nos Camarades cubains sollicitent notre aide d'urgence.

La Confédération expertise les différentes solutions en lien avec l'Ambassade pour la commande de matériel et expédition par avion à partir du Mexique, de l'Espagne ou de la France. Dans tous les cas, il nous faut aller très vite et donc mobiliser le plus de moyens financiers possibles.



Pour cela, la CGT a besoin de dons des organisations de la CGT qui devront ensuite être envoyés à la Confédération avec la mention :

« Solidarité Cuba ouragan Mélissa ».

Faire remonter à accueil@cgtisere.fr le montant versé afin de coordonner l'aide.

Premiers versements : UD38 2000€ ; UL Tour du Pin 300€ ; UL Fontaine 1000€

QUAND L'ENTREPRISE APPARTIENT A SES SALARIES

LA SCOP, UN MODELE ROBUSTE, DEMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE

Une SCOP, ou société coopérative et participative, est d'abord une entreprise comme les autres, qui cherche à satisfaire ses clients, évolue sur un marché concurrentiel, doit prendre les bonnes orientations entre opportunités et menaces pour rester compétitive. Mais c'est également une entreprise très différente dans sa structure financière, sa gouvernance et ses intentions.

Pour une SCOP, la performance n'est pas de maximiser une valeur boursière mais de développer son activité et pérenniser des emplois. Ici le capital n'est pas détenu par des actionnaires mais appartient majoritairement à ses salariés, et les bénéfices ne sont pas au profit d'une minorité mais partagés équitablement entre tous les travailleurs. L'argent n'est pas une finalité en soi mais un moyen au service de l'humain.

C'est aussi une entreprise où les salariés sont impliqués démocratiquement et choisissent leurs dirigeants, sur le principe "une personne, une voix". Une entreprise où la réussite n'est pas individuelle mais collective, portée par des valeurs partagées et un sens commun. Une entreprise où l'innovation n'est pas pensée au détriment des emplois, mais comme réponse aux défis sociétaux et environnementaux.

LE MOUVEMENT COOPERATIF : DYNAMIQUE ET VERTUEUX

Les SCOP, qui existent dans tous les secteurs d'activité, constituent des réserves impartageables et ne sont pas délocalisables. Ces principes fondamentaux, associés à une forte adhésion des salariés et une approche stratégique généralement inscrite dans le long terme, donnent un taux de pérennité à 5 ans bien supérieur à celui de la moyenne des entreprises françaises : 79% contre 61%.

Les SCIC, sociétés coopératives d'intérêt collectif, où sont associés des salariés mais aussi des clients, fournisseurs, bénévoles, collectivités et partenaires privés, participent elles aussi activement au rayonnement du Mouvement coopératif.

Aujourd'hui 4558 coopératives représentent 87669 emplois en France, soit une augmentation de 19% sur les 5 dernières années !

Sans être la solution idéale à tous les maux d'un capitalisme à bout de souffle, la coopérative représente, plus que jamais, une possibilité intéressante et viable. Par exemple, c'est une proposition particulièrement pertinente sur le sujet de la transmission d'entreprises saines.

UPCOOP, UNE SCOP HISTORIQUE ISSUE DU SYNDICALISME

Créée par des militants syndicaux en 1964 dans le cadre de revendications sur les avantages sociaux et les conditions de travail, la coopérative Upcoop est toujours fidèle à ses principes fondateurs : son capital est détenu à 100% par ses salariés à parts égales et son Conseil d'Administration est élu démocratiquement tous les 4 ans. La CGT compte, en plus des salariés élus, un administrateur permanent et de plein droit au CA de l'entreprise, désigné par la Confédération.

Dans l'exercice de vos mandats, Upcoop vous accompagne avec ses moyens de paiement et solutions de gestion pour répondre aux enjeux du dialogue social dans les entreprises et dans la mise en œuvre des Activités Sociales et Culturelles des CSE : cartes UpDéjeuner, Chèque Domicile CESU, chèques et cartes UpCadhoc, Chèque Lire, Chèque Culture, billetterie et plateformes numériques Kalidéa.

Upcoop est un acteur emblématique de l'Economie Sociale et Solidaire (voir fiche 5a des repères revendicatifs de la CGT). Choisir Upcoop, c'est choisir un interlocuteur de confiance qui partage vos valeurs et soutient l'action de la CGT.



JE SUIS INTERESSE PAR LES SCOP !

Vous voulez changer la donne, créer une SCOP ou construire, avec votre employeur, des perspectives en phase avec vos convictions ?

Pour en savoir plus sur les coopératives, leurs représentations régionales, les aides techniques et financières pour monter un projet de création ou de reprise :



Upcoop